10.1981

959

Jordi Solé Tura

(Université de Barcelonne)

LE PARTI COMME INSTRUMENT DE TRANSFORMATION

ECPR Joint Sessions of Workshops
"Problems of Transition to Socialism
in Western Europe"
LANCASTER

Ponència presentada a la reunió del European Council for Political Research. LANCASTER - 1981

2

La vocation explicite des partis communistes est d'être les agents d'une transformation sociale en profondeur : la revolution.

Dans une premiere phase de leur existence, les partis communistes ont proposé cet objectif avec une extreme simplicité. Leur fonction historique consistait à appliquer le modèle de la révolution russe, faisant de la révolution en Europe un processus général dont le point de départ était la prise du pouvoir par le parti bolchevique.

Aujourd'hui, le problème se pose d'une manière radicalment différente. Les partis eurocommunistes demeurent fidèles à la vocation révolutionnaire, mais ils ont abandonné explicitement le modèle révolutionnaire bolchevique comme point de référence et la notion ultérieure de mouvement basée sur un parti-guide. Leur perspective révolutionnaire est axée sur les conditions spécifiques -- nationales et internationales -- de la lutte de classes dans les pays capitalistes développés et a comme base la mobilisation active d'une majorité plurale, dont les racines structurelles se trouvent dans le propre développement des sociétés à capitalisme développé.

L'eurocommunisme est, donc, l'essai de maintenir la tradicion révolutionnaire initiale mais avec une rupture totale avec la forme et avec une partie substantielle du contenu de cette même tradition. Pour réaliser son rôle d'agents fondamentaux de transformation sociale -- c'est à dire, d'agents révolutionnaires -- dans les conditions politiques, économiques et sociales qui, dans les pays à capitalisme développé, n'ont rien a voir avec celles qui existaient au moment de leur naissance, les partis eurocommunistes se voient obligés, donc, de réaliser une révision profonde de leur tradition politique, ideologique et organisative, mais sans rompre complètement avec les raisons historiques de leur formation comme partis.

Cette révision a été entreprise avec une plus ou moins grande profondeur par les divers partis eurocommunistes. Dans certains cas, il n'y a eu qu'une révision formelle qui n'a pas touché le fond du problème et qui, par conséquent, a baptisé du nom d'eurocommunisme une pratique et une théorie qui restent ancrés dans les grands thèmes du parti. Je crois que c'est le cas du Parti Communiste Français par exemple.

Dans d'autres cas on est allé plus loin. Mais ou bien à cause des impératifs de la conjoncture politique nationale et internationale, ou bien par le manque d'une tradition théorique suffisante, on ne peut dire non plus que les problèmes existants aient été abordés avec la profondeur désirée et que l'on en ait retiré toutes les conclusions.

Dans le cas concret du Parti Communiste d'Espagne -- et du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, le parti des communistes catalans, qui forme un tout interdépendant avec l'antérieur -- ces insuffisances sont nettes. Jusqu'à présent il existait une nette affirmation de la vocation eurocommuniste (1), mais tous les problèmes n'ont pas été abordés avec la rigueur nécessaire et on n'a pas commencé non plus une révision explicite de la propre tradition politique, ideologique et organisative.

Dans cet essai, je ne prétends pas résoudre ces grands problèmes mais apporter uniquement des éléments de réflexion sur ceux-ci. Et je dois dire que ces éléments de réflexion m'ont été suggérés non seulement par le travail théorique mais aussi -- et très spécialement -- par le travail pratique dans le sein des deux partis mentionnés.

Je commencerai, donc, par considérer les principaux points de la tradition politique et idéologique des partis communistes en général, pour passer ensuite aux problèmes posés par la nécessité d'une révision de cette tradition et terminer par

quelques réflexions sur les nouvelles taches qui se présentent aux partis communistes, et, très spécialment, le P.C.E. et le P.S.U.C.

I LA TRADITION POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE DES PARTIS COMMUNISTES

1 - Les elements politiques de la scission initiale.

Je dois commencer par rappeler un sujet fondamental : que les partis communistes ont surgi historiquement a partir d'une scission du mouvment ouvrier international. Ils ne furent pas la cause de cette scission mais bien de son effet, puisque la cause résidait dans des facteurs très complexes. La vérité est que les partis communistes sont nés d'une rupture du mouvement socialiste international. ET ceci est une question-clef qui demeure dans toute l'histoire ultérieure du mouvement ouvrier : le problème de la scission et le besoin d'y trouver une solution.

Cette scission se produisit, en mon opinion, à partir des éléments politiques suivants : d'abord, une valoration spécifique de la question de l'impérialisme, problème théorique et politique de longue portée qui conditionnait toutes les analyses de la première guerre mondiale et de l'attitude du mouvement ouvrier international devant celle-ci. Il est certain que les grands partis de la II Internationale furent incapables de demeurer fidèles au grand ideal de l'internationalisme et adoptèrent une attitude nationaliste qui n'avait rien à voir avec les analyses de l'impérialisme réalisées au sein de la propre II Internationale et impulsés plus tard par Lenine et Boukharine, etnre autres. Le premier élément dont il faut tenir compte est, par conséquent, une valoration dfférente de l'impérialisme qui donne une nouvelle dimension à la conception-clef de l'internationalisme, pierre de choc du mouvement socialiste jusqu'à ce moment-là.

Le deuxième élément politique, d'une importance décisive, est évidemment, l'impact de la Révolution russe de 1917. Et je dis impact parce q'uil fut vécu de cette manière par tous les secteurs du mouvement ouvrier mécontents de l'attitude des grands partis socialistes dans la primère guerre mondiale. Dans un premier temps les aspects plus spécifiques de la Révolution russe étaient mal connus. En Espagne, par exemple, on les connaissait très mal. Je pense, par exemple, aux premiers textes écrits par Gramsci lui-meme sur la Révolution de 1917. Pour cette raison la réponse ne fut ni univoque ni alignée. En Espagne, les secteurs influencés par l'impact de la Révolution russe furent divers, depuis des secteurs dela gauche socialiste jusqu'aux anarchistes, en passsant par les syndicalistes et même les nationalistes radicaux . Il ne faut pas oublier, par exemple, l'anarco-syndicalisme qui eut en un premier temps une attitude positive envers la Révolution russe. Ensuite, l'impact initial s'estompa. La formation de la III Internationale et le processus de bolchevisation des groupes qui la formèrent délimitèrent le terrain spécifique d'influence. Mais cela n'empecha pas que l'impact initial ait de larges répercutions dans le sein du mouvement ouvrier international.

Le troisième élément à considérer est, par conséquent, celui des effets de la rupture en elle-même. Il faut lutter contre l'idée si étendue, que la naissance des partis communistes fut une espèce de promenade triomphale, de processus linéaire suivi par les masses avec un enthousiasme authentique. Je veux seulement rappeler les réflexions peu optimismes de Gramsci après que le Congrès de Livourne ait consommé la scission du mouvement socialiste et ouvrier italien. Je veux dire par là que les effets de la rupture furent très divers. Pendant que certains secteurs du mouvement ouvrier les voyaient comme un pas en avant, d'autres, non moins importants et significatifs, étaient réticents ou adoptèrent des attitudes de net refus devant la propre Révolution russe.

2. La théorie politique dans les origines des partis communistes.

Quels étaient les aspects les plus remarquables de la théorie politique des partis communistes en ces moments initiaux ? Je crois que, en synthèse, on peut considérer les suivants :

En premier lieu une exaltation de l'internationalisme comme anti-impérialisme. Celle-ci était une base théotique fondamentale pour expliquer la nécessité de la rupture, spécialement à partir de l'écroulement nationaliste du mouvement socialiste au cours de la première guerre mondiale. De plus, cet internationalisme connectait avec ce qui commençait à être le grand mouvement de libération nationale anti-impérialiste -- surtout en Asie -- qui permettait d'établir une importante rélation entre le processus révolutionnaire en Europe et le mouvement anti-colonial. L'influence décisive que la Révolution russe eut sur ce mouvement anti-colonial chez tous les peuples d'Asie, en particulier la Chine, est bien connu.

Le deuxième aspect de la théorie politique est, en mon opinion, la théorie de l'Etat, théorie que les partis communistes prirent presque intégralement du Lénine d' l'"Etat et la Revolution" et de "La Revolution prolétaire et le rénégat Kautsky" et qui survit ensuite presque intégralement pendant plusieurs années comme élément d'analyse inmuable.. Il est bien connu que la théorie de l'Etat développée par Lénine consiste en une certaine réduction des éléments qui étaient à la base dela construction de l'Etat chez Marx et Engels et, par extension, à la réflexion contradictoire et difficile de la II Internationale. L'élément central de cette réduction était l'importance capitale attribuée au concepte de "dictature du prolétariat", repris par Lénine à partir de la réflexion de Marx sur la Commune de Paris et identifiée déjà comme une forme possible spécifiquement russe,la forme des conseils ou soviets. Un autre élément fondamental était la distinction radicale et irréconciliable entre la "démocratie bourgeoise" et la "démocratie prolétaire".

Cette conception réductive convertit l'Etat en un tout homogène, en un appareil compact qui est au service direct d'une classe dominante -- dont les contradictions demeurent en deuxième plan -- et que l'on peut prendre par une Révolution-assaut dirigée par un noyau d'avant-garde, lequel entraine la majorité, prend l'Etat le détruit et crée un autre Etat ayant pour base la Dictature du Prolétariat. Je crois que ceci est la fondation d'une conception de l'Etat qui non seulement fut aux origines des partis communistes mais qui a survécu le long de son histoire et en bonne partie survit encore aujourd'hui.

Cette conception de l'Etat laisse en deuxième plan ou oublie des aspects qui nous paraissent aujourd'hui de premier ordre et abandonnent en bloc certains des grans problèmes posés par la discussions des divers courants marxistes antérieurs. Il existe même un réductionnisme qui a eu des éffets négatifs pour le développement postérieur de la théorie, à savoir : que tout ce qui provient de la II Internationale et n'est pas assumé par la III est répréhensible et rejettable. Le qualificatif de "rénégat" par lequel Lénine désigna le "Pape rouge" de la II Internationale, Karl Kautsky, est suffisamment explicite à ce sujet.

Un troisième élément est le concept même du parti. Le modèle des partis communistes est le parti bolchevique, c'est à dire un parti qui se conçoit comme une avant-garde révolutionnaire, formée par des révolutionnaires professionnels et organisés en termes presque militaires, par une centralisation rigide des décisions. C'est cette avant-garde qui dirige l'assaut à l'Etat bourgeois, qui ouvrela brèche par laquelle pénètreront ensuite les masses. Et bien qu'elle soit alimentée essentiellement par la classe ouvrière, ce qui la caractérise est la fusion de révolutionnaires qui procèdent du mouvement ouvrier avec des révolutionnaires qui proviennent -- non qui représentent, mais qui proviennent -- de la "intelligentsia", comme élément externe à un mouvement ouvrier qui livré à lui-meme est capable de produire un mouvement de type

trade-unioniste.

En mon opinion, cette conception du parti comme avant-garde est une transposition de la conception jacobine de la révolution. Et ceci est d'autant plus important qu'il constitue un élément-clef pour l'organisation et le fonctionnement des partis communistes dans leur première phase.

En quatrième lieu -- et en relation avec tout ce qui a été dit antérieurement, évidemment -- il existe un concepte prédéterminé de la Révolution. Celle-ci se comprend comme un assaut frontal du pouvoir. En relation à l'Etat bourgeois, Etat d'une classe dominante dont les contradictions internes passent à un deuxième plan ou sont observées depuis un angle purement instrumental, la Revolution consiste en un assaut frontal des grands masses populaires, dirigées par cette avant-garde de révolutionnaires professionnels. Comme je le rappelais antérieurement, la Révolution doit détruire cet Etat bourgois et édifier sur ces ruines un Etat nouveau, l'Etat de la dictature du prolétariat qui assure la démocratie maximale pour les grandes masses populaires et crée les conditions pour avancer vers sa propre extinction dans le futur communiste.

En cinquième lieu, comme un élément théorique moins fondamental mais qui deviendra plus tard très important, il faut signaler le concepte d'autodétermination des nationnalités opprimées. Lénine, Staline et les Bolcheviques développèrent ce concepte pour résoudre le grand problème des nationalitas dans l'Empire tsariste, mais il fut appliqué ensuite pour analyser et résoudre le problème national dans des circonstances très différentes, ou bien dans le cas des pays colonisés, ou bien des nationalités dans les Etats capitalistes d'Occident.

3. L'evolution de la théorie politique comuniste jusqu'aux années 30

Ceux-ci sont, en mon opinion, les éléments principaux de la théorie politique. Il en existe évidemment d'autres, mais je me suis limité à signaler ce qui me paraissait plus important. Il faut voir maintenant quelle a été leur évolution ultérieure. Et pour cela il faut signaler un point qui parfois s'oublie : que cette évolution fut conditionnée par rapport aux indications antérieures des théoriciens du marxisme. Jusqu'à ce moment-là le concepte de socialisme était une aspiration définie de façon imprécise. De grandes catégories s'étaient établies -- socialisation des moyens de produccion, etc. -- mais personne ne savait comment on devait agir dans la pratique, aussi bien au niveau des institutions comme de l'organisation économique. Il existait des conceptes comme celui de la planification, celui de la dictature du prolétariat, etc. Mais le modèle concret, réel, fut édifié sur la marche, en URSS, souvent comme réponse inmédiate à des problèmes conjoncturaux imprévus et bien sûr à partir de suppositions qui en peu de temps perdaient leur valeur et devaient etre substituées par d'autres. Ce qui est important c'est que ce modèle soviétique, qui découlait de réalités historiques très spécifiques et qui s'édifiait sans constituer proprement un modèle, se transporta à d'autres réalités, s'importa à d'autres situations et se convertit en ce qu'il était, le modèle proprement dit, théorique et pratique, de ce que l'on prétendait obtenir par la Révolution socialiste.

par le développement d'un modèle de socialisme tout à fait nouveau

Il est certain que dans le sein même de la III Internationale on commença à parler de la necessité d'adapter ce modèle à d'autres réalités, de manière non mécanique. Je pense, par exemple, que au Congrès de Lyon du P.C. italien surgissent déjà des éléments de réflexion autonomes de cette question. Mais je pense qu'en général on a avancé très peu ou pas du tout et que durant une longue étape le modèle soviétique, plus ou moins adapté, a été

valable pour expliquer le modèle général du mouvement communiste international.

En relation avec ceci et avec les avatars de toute la situation internationale, les elements de base de la théorie politique des partis communistes expérimentèrent d'importantes modifications. que la Révolution Russe Il est bien connu, par exemple, était comprise par ses dirigeants comme le début d'une Révolution qui s'étendrait à d'autres pays et très concrètement à ceux de l'Europe centrale de manière inmédiate. Ceci ne se produit pas : la Révolution se frustra en Allemagne et en Hongrie, fut arretée dans d'autres pays et l'Union Soviétique dut s'organiser comme un état isolé et assiégé. Ceci fut théorisé ensuite par le concepte de socialisme en un seul pays. Ce qui est important, en ce qui nous concerne, c'est que le concept meme d'internationalisme se modifia, se transformant en la défense inconditionnelle de l'Estat soviétique et du modèle soviétique de socialisme en relation au siège impérialiste. La solidarité avec l'URSS, comme le seul noyau socialiste existant, se convertit en la pierre de choc de l'internationalisme prolétarien, comme on disait alors. ET par cela, les partis communistes se transformèrent peu à peu en un instrument avancé pour la défense de l'Etat soviétique en territoire ennemi. Comme conséquence secondaire--mais aussi très importante -- ceci provoquait une infravaloration ou même une ignorance consciente des contradictions qui surgissaient dans le développement meme de l'Etat soviétique.

Une conséquence de tout cela fut que l'aspect national de la lutte de classe disparut ou fut supédité à l'antérieur. L'internationalisme se concevait comme la soumission à une stratégie mondiale définie depuis un centre unique, la III international. Ceci répercuta, naturellement, dans l'organisation et dans le fonctionnement de tous et chacun des partis : dans toutes leurs équipes de direction, il y avait des représentants de la direction de la III Internationale. Et toute la tactique politique des partis communistes était subordonnée à l'objectif international suprème, comme nous l'avons défini antérieurement.

Naturellement, ceci provoquait une infravaloration des contradictions de l'Etat capitaliste. Son expression plus concrète peut être la fameuse ligne politique de "classe contre classe", basée en une infravaloration absolue des contradictions internes des classes dominantes, des contradictions entre les appareils d'Etat, et en une simplification néfaste des relations de classe dans les sociétés capitalistes développées.

Une autre conséquence fut que non seulement le modèle soviétique f ut adopté comme modèle universellement valable avec la légère correction de l'adaptation à d'autres réalités, mais encore que le propre Etat soviétique fut idealisé. J'ai déjà fait référence à ceci, mais je crois nécessaire d'insister un peu. Quand les grandes discussions dans la direccion du parti bolchevique furent connues -- l'affrontement avec Trotski, d'abord, avec Zinoviev et Kamenev ensuite ; l'elimination des trois, le conflit postérieur entre STaline et Boukharine, etc. -- les partis communistes ou bien se turent ou bien se limitérent à prendre parti, acceptant la version du groupe vainqueur au sein du P.C. de l'Union Soviétique (2). Ceci était la cause et la conséquence à la fois de l'incapacité de capter le fonds de la question. Et le fond de la question est -- comme je disais -- que les bolcheviques n'agissaient pas à partir d'un modèle sinon qu'ils inventaient à partir des facteurs de chaque moment. Le communisme de guerre fut une chose, la N.E.P. une autre, et la phase postérieure de la N.E.P. encore une autre quand il s'agit de résoudre le problème de la productivité agricole, d'industrialiser le pays très rapidement, de planifier l'économie, de construire un nouvel Etat qui possédait de grands éléments de continuité avec l'antérieur, de faire face au siège des grands

pays capitalistes, etc.. Les bolcheviques abordaient ces problèmes à mesure qu'ils les rencontraient, par une théorie qui avait prévu seulement les aspects plus généraux du problème mais qui ne donnait pas de réponse concrète aux multiples aspects de la nouvelle situation. Et cette construction d'un système socialiste nouveau, très pragmatique, était idéalisée par les partis communistes qui voyaient en elle une construction universellement valable, avec des lois de validité générales et comme la matérialisation non pas d'un modèle de socialisme mais bien du modèle en lui-meme. La theorisation conduite par Staline fut en cela décisive. Il rendit le modèle absolutiste et canonisa la théorie. La pensée vivante de Lénine fut réduite à une série de principes rigides de validité universelle. ET les avatars compliqués de la construction du socialisme en un seul pays furent élevés par Staline à la catégorie de lois de validité également générales.

II LES ANTECEDENTS DE L'EUROCOMMUNISME

1. Des fronts populaires à la guerre froide

Cette situation dura jusqu'à la moitié de la décade des années 30. Il y avait eu, certainnement, certains connats de réflexion nationale propres, mais seulement cela, des connats. C'est surement en Italie où l'essai fut plus explicite, bien que sans arriver très loin pour le moment. En Espagne il n'y eut pratiquement rien. Dans notre pays le parti communiste ne fut guère plus qu'une secte jusqu'au début de la décade des années 30, avec une élaboration propre pratiquement nulle. Il est certain que des noyaux de réflexion autonomes éxistaient, comme par exemple les travaux de Nin y de Maurin sur la rélation entre le mouvement ouvrier et la question nationale. Mais également cette réflexion était très peu originale.

Le changement ne commença à se produire qu'à partir du moment où l'analyse prédominante sur la crise de 1929 échoua. La crise n'avait pas donné lieu à une impulsion révolutionnaire des masses mais au contraire elle avait provoqué l'apparition et le triomphe des régimes nazi-fascistes. Cette nouvelle situation origina un autre type de réflexion, dont le pont culminant fut le VII Congrès de l'Internationale communiste. L'axe de cette nouvelle réflexion fut qu'à partir de ce moment là les partis communistes commencèrent à mieux valoriser les réflexions entre les classes dominantes et entre les Etats capitalistes et à se poser la question de la défence de certaines formes de l'Etat "bourgeois" en relation à d'autres. Contre l'Etat bourgeois autoritaire il fallait défendre l'Etat bourgeois démocratique. Ceci comportait une nouvelle réflexion sur les contradictions internes des classes dominantes et des propres institutions de l'Etat. Le thème de l'unité du mouvement ouvrier commença à se poser sur de nouvelles bases et on prêta una attention renouvellée au facteur national de la lutte de classes. Ce dernier aspect eut une grande importance, puisque la lutte contre le nazi-fascisme se fît en fonction de situations nationales pas exactement equivalentes et permit de connecter sur de nouvelles bases le mouvement ouvrier avec le mouvement national.

Ceci culmina dans la II Guerre mondiale. Une fois surmontées les incertitudes initiales -- spécialement celles qui provoquèrent le pacte entre l'URSS et l'Allemagne nazie -- les partis communistes se convertirent en des éléments d'avant-garde de la lutte contre le nazi-fascisme et, par conséquent, en des éléments centraux d'un grand combat d'affirmation nationale. Pendant la lutte ils ne furent plus des groupes d'avant-garde plus ou moins minoritaires mais se transformèrent en grands partis de masses, enracinés

dans la tradition nationale la plus combative vis-à-vis de l'occupant nazi-fasciste. A la fin de la guerre les partis communistes avaient acquis un caractère très différent (à l'exception des pays comme l'Espagne où la guerre avait été perdue et le fascisme continua de gouverner d'une manière ou d'une autre). C'était des grands partis de masses avec un grand prestige par leur capacité de combat et d'organisation, pleinement intégrés dans la propre réalité nationale et porteurs de l'aspiration de grands masses du peuple à un changement social et démocratique en profondeur. Certains d'eux assumèrent même la nouvelle tache de se convertir en partis de gouvernement dans un Etat qui demeurait capitaliste. Et ici commença, naturellement una phase d'élaboration nouvelle, une phase que eut son expression plus classique dans la fameuse "svolta"de Salerno du P.C. italien et qui aussi se développa dans d'autres pays avec des conséquences diverses

Cependant, cette nouvelle phase resta bloquée -- et meme fustrée dans certains cas -- par l'éclatement de la "guerre froide". Dans la mesure où la guerre froide divisa le monde en deux blocs antagoniques et fermés, les partis communistes se virent obligés à adopter un rôle d'avant-garde d'un bloc dans l'autre. Mais il ne s'agissait déjà plus des partis minoritaires et isolés de l'avant-guerre, mais bien de partis de masses, avec un prestige et une insertion dans le tissu social qui contrastait profondément avec le rôle que la guerre foide voulait leur faire assumer.

La phase culminante de la guerre froide fut extremement difficile pour les partis communistes. Le bloc communiste était présenté comme l'ennemi total dans les pays occidentaux. La ligne de division principale était celle de l'anti-communisme dans toutes les sphères de la vie. L'URSS était l'ennemi politique, l'ennemi idéologique et l'ennemi militaire. Et les partis communistes étaient présentés comme l'arme de cet ennemi total dans les propres foyers. Tout conspirait pour isoler les partis communistes. Et en cela les deux grands blocs coincidaient, bien que pour des motifs différents : les EE.UU. parce que de cette manière ils isolaient les partis communistes et divisaient le mouvement ouvrier. L'URSS parce qu'en effet, elle désirait avoir un mouvement propre dans le sein du bloc adverse.

Les partis communistes supportèrent l'attaque comme ils purent et, en général, payèrent un prix très elevé pour cela. La fin de l'isolement fût couteuse, lente et pénible, et en certaine mesure on peut dire qu'elle n'est pas encore terminée dans plusieurs cas.

Naturellement, une des couséquences de tout cela fut une nouvelle division du mouvement ouvrier. A partir des fronts populaires et des luttes de libération contre le nazi-fascisme, les bases furent créées pour une reconstruction de l'unité du mouvement ouvrier. La guerre froide aussi bloqua ce processus, car si les partis communistes furent isolés dans les termes que je décrivais antérieurement, la majorité des partis socialistes assumèrent avec toutes ses conséquences le rôle de défenseurs de l'atlantisme. La tendance à l'unité se brisa. La scission se fit encore plus profonde non seulement dans le domaine politique mais aussi dans le syndical et les perspectives ouvertes demeurèrent bloquées en grande partie.

Je ne veux pas entrer ici dans l'analyse de ce qu'il advint ensuite, car c'est déjà de l'histoire récente. Je veux signaler uniquement que dans les décades des années 50 et 60 des changements substantiels se produisirent dans la corrélation internationale de forces et que ces changements permirent de commencer à penser à la solution de la situation décrite antérieurement. Je tiens à rappeler uniquement l'énorme quantité d'évènements, comme la Révolution chinoise à la fin des années 40 ; la Révolution cu-

baine, si influente en Amérique Latine et même en Espagne ; la période d'accumulation intense du capitalisme des années 60 ; la crise de cette accumulation avec le mai français et l'automne italien ; la crise du bloc soviétique avec la déstalinisation ; le soulèvement de Hongrie, la rupture entre l'URSS et la Chine, et finalement l'invasion de Tchécoslovaquie ; l'essor de tous les mouvements de libération nationale dans tout le monde impérialiste, avec des résultats contradictoires, mais avec d'authentiques processus révolutionnaires comme celui du Vietnam, etc.

Cette série d'évènements ouvrirent une nouvelle perspective pour la définition de l'internationalisme -- qui ne pouvait plus se matérialiser par la solidarité inconditionnelle avec l'URSS surtout après l'intervention en Tchécoslovaquie. Tout cela, ajouté à la spectaculaire crise de valeurs du système capitaliste, créa les bases pour un réexamen de plusieurs choses fondamentales. Concrètement, là se trouve l'origine de ce que nous appelons l'"eurocommunisme".

Je suis conscient que cette synthèse est très précipitée mais je crois qu'elle est utile pour situer les problèmes et pour voir à quel endroit nous nous trouvons en ce moment. La question qui se pose, après les considérations antérieures est de savoir s'il est possible de définir déjà une théorie complète de l'eurocommunisme, si nous pouvons définir ses éléments principaux ou bien si nous nous trouvons dans un processus d'élaboration contradictoire qui trouve encore ses principales racines dans la tradition que je viens de rappeler mais qui centre son attention dans la captation des éléments nouveaux.

2. Les bases théoriques de l'Eurocommunisme

Nous examinerons ce point le plus brièvement possible. Je crois que l'eurocommunisme comporte une contradiction importante, qui est l'essai de surmonter cette tradition sans rompre avec elle. Evidemment, l'eurocommunisme ne prétend pas retourner au tronc commun de la II internationale pour la simple raison que ce tronc commun n'existe pas. Depuis 1917, d'importants changements ont eu lieu qui ont affecté aussi bien les communistes que les socialistes Si j'ai rappelé auparavant ce qui concerne de plus près les communistes comment ne pas se rappeler que les socialistes assumèrent aussi un role actif dans la guerre froide, que du point de vue ideologique il a existé un Bad Godesberg et que la tradition de la II internationale s'est évaporée aussi en grande partie dans le passé ? D'un autre coté, il faut signaler que le premier et plus transcendant des changements qui ont eu lieu depuis lors est la propre Révolution russe de 1917. Et non seulement parce que l'URSS et ensuite l'Internationale communiste en sont la conséquence, mais aussi parce que sans la Révolution russe on comprendrait mal des évènements comme la Révolution chinoise, la libération du Vietnam, l'essor de plusieurs mouvements anticolonialistes, etc. L'eurocommunisme n'ignore ni ne peut ignorer la transcendance de ce fait. Je dirai, en peu de mots, que l'Eurocommunisme essaie d'assumer tous les aspects positifs de ce grand évènement sans se laisser entrainer par les éléments négatifs du processus ultérieur.

Quelles sont donc les modifications que l'eurocommunisme provoque dans le domaine de la théorie politique ? En premier lieu, je crois que l'eurocommunisme porte en lui une nouvelle valoration de l'internationalisme. Celui-ci ne peut plus se définir déja comme une simple solidarité avec le modèle soviétique. Et non seulement parce que l'URSS est la tête d'un des grands blocs politiques et militaires, mais encore aussi parce que le propre modèle en lui-meme est inviable. Le stalinisme ne fût pas une

simple déformation, il ne fut pas une erreur due au culte de la personnalité. Il fut un système et l'eurocommunisme ne veut pas l'assumer comme tel.

Le nouvel internationalisme doit se baser sur les nouvelles réalités historiques, c'est a dire sur les éléments et facteurs réels de la lutte contre l'impérialisme. A ce point on ne peut admettre les critères clos ni les réductions dosgmatiques. L'ensemble des forces réelles ou potentiellement anti-impérialistes ne se limite pas, et de loin, aux partis communistes. Mais encore, beaucoup des changements révolutionnaires les plus profonds de ces dernières années ont été interprétés par d'autres forces. Je veux rappeler les cas de Cuba, d'Algérie et du Nicaragua comme exemples bien significatifs. Pour le reste, tous les grands changements révolutionnaires postérieurs à la Révolution russe ont suivi des chemins propres, différents du russe, et n'ont pas été interprétés par des avant-gardes comme celles que définissait Lénine. Il faut savoir trouver, donc, les bases d'un nouvel internationalisme. Et le rôle des partis communistes consiste à etre des facteurs -- et non les facteurs -- pour que ce nouvel internationalisme puisse se convertir en une force opérative de lutte contre l'impérialisme.

Autre élément consubstantiel de l'eurocommunisme, c'est le refus de la division du monde en blocs. L'eurocommunisme s'est développé en une zone du monde soumise ou pouvoir de l'impérialisme américain et il représente une forme de lutte contre celui-ci. Mais il ne l'est pas en fonction du modèle politique et social représenté par l'autre bloc. Par conséquent les partis communistes ne veulent ni ne peuvent etre la prolongation d'un bloc dans l'autre. Et ceci non seulement pour la question du modèle auquel je viens de faire allusion, sinon parce que ce serait accepter purement et simplement la disparition de la dimension nationale de la lutte de classes. Autrement dit : si l'on accepte la logique des blocs militaires, et les partis communistes conscients de cette acceptation se consacrent à la consolidation d'un espace propre comme prolongation plus ou moins directe d'un bloc dans l'autre, il ne reste plus que deux possibilités pour les communistes d'accèder au pouvoir politique : ou bien la victoire militaire du bloc socialiste sur le bloc impérialiste ou bien l'accord politique par en haut des deux grandes puissances. Le premier cas est impensable, car il signifierait une guerre mondiale. C'est inacceptable par principe car cela représenterait une supéditation à la stratégie de l'URSS et au modèle politique représenté par celle-ci. Et c'est irréel étant donné la dimension actuelle et future de la corrélation mondiale de forces. Le deuxième cas n'est pas impossible du point de vue d'une pure perspective théorique ; il l'est dans le domaine concret, et en tout cas signifie non plus la disparition des partis communistes comme partis nationaux, mais bien celle de tous les partis et mouvements progressistes compris comme instruments de lutte, de mobilisation et de participation populaire. La lutte de classes dans chaque pays, à l'échelle nationale serait pratiquement liquidée et se transformerait en un élément totalement secondaire, puisqu'elle ne serait plus le facteur principal de transformation sociale. Par conséquent, le refus de la division du monde en blocs, la lutte pour sa disparition sont deux éléments basiques de l'eurocommunisme.

Autre élément, non moins essentiel, est la transformation du modèle de parti. Le modèle de parti bolchevique, défini en ses lignes principales par Lénine mais structuré par Staline et identifié par celui-ci comme l'Etat, est un modèle évidemment inviable. Mais il ne s'agit pas non plus ici de partir de zéro. Je crois que le nouveau concepte de parti s'est édifié dans la pratique depuis les années 30 et plus spécifiquement depuis la II

guerre mondiale avec des résultats inégaux selon les pays. L'idée de base est celle du parti de masses. Mais ici surgissent divers problèmes. Jusqu'à quel point, par exemple, un parti de masses peut continuer à se baser sur le centralisme démocratique ? Jusqu'à quel point un parti de masses peut continuer à ignorer l'existence de tendances et de courants divers dans son sein ?.

Le centralisme démocratique est une méthode efficace , mais délicate. Il peut se rompre dans un sens ou dans un autre. Ce qu'on appelle aujourd'hui centralisme démocratique n'est plus déjà, en tout cas, ce qu'il était dans le parti bolchevique. C'est autre chose. C'est, en réalité une méthode assez pragmatique pour faire qu'un parti de masses formé par des militants qui proviennent de secteurs sociaux divers et par des trajectoires politiques et idéologiques différentes, agissent comme un seul parti et non comme plusieurs à la fois. Ceci ne se produit pas toujours parce que les situations sont différentes et parce que dans le propre parti des contradictions difficiles à résoudre surgissent. Il suffit de penser à la diversité des situations dans lesquelles se trouvaient les communistes qui occupent des postes de responsabilité dans les mairies, ou les différences de poids dans la société civile des communistes dans des nationalités et régions ou bien dans d'autres. Pour cela le centralisme démocratique ne peut subsister que s'il s'applique de manière flexible et si, à la fois, il concède une grande autonomie de fonctionnement a un réseau solide de centres de décisions intermédiaires. Pour cela il est indispensable, d'assurer le développement d'un authentique travail collectif et de créer des formes opératives pour que la grande majorité des militants puisse participer à une discussion réelle des principaux thèmes. En tout cas, je crois que dans cette question nous sommes encore à cheval entre le passé et le futur. Le centralisme démocratique est aujourd'hui une méthode plus pragmatique que doctrinaire, semblable à celle qui s'utilise dans les autres partis politiques. Ce n'est pas par hasard que dans aucun d'eux la creation de fractions organisées soit autorisée de nos jours -- en Espagne au moins --. Le problème est de savoir comment faire pour q'un nombre collectif de personnes diverses agissent comme un tout uni bien que gardant sa diversité et jusqu'à présent on n'a pas trouvé de meilleure méthode bien que le problème soit toujours posé.

Un autre impératif essentiel est la manière de <u>surmonter le modèle bolchevique de Révolution</u>. De façon graphique on dit que le modèle de la prise du Palais d'Hiver n'est plus viable, puisqu'il n'y a plus de Palais d'Hiver à prendre. Le concepte de Révolution de l'eurocommunisme s'exprime aujourd'hui par le terme de "Revolution de la majorité", qui provient du vieux Engels. L'expression est suggestive, mais dans le fonds d'elle-meme il existe de nombreux problèmes. Le premier est : qui sont les sujets du processus révolutionnaire de la majorité ? Autrement dit : qu'est-ce que la majorité? contre qui doit-elle lutter ? qui est exactement l'adversaire ?

Pendant longtemps ces problèmes se sont résolus dans les partis communistes avec une grande simplicité : le sujet politique de la révolution est la classe ouvrière avec des alliés détermines (les paysans, les intellectuels, etc.). L'adversaire, la bourgeoisie et son Etat. La Révolution consisterait donc dans le fait que les premiers s'emparent de l'Etat, le détruisent et édifient un autre nouveau, basé en un pouvoir de classe différent et, par conséquent, en des structures différentes. Mais cette simplification a de graves défauts : l'un d'eux est son caractère meme de simplification, qui l'inutilise dans le domaine théorique. Un autre est qu'il ne décrit aucune réalité, mais bien un apriorisme. Un autre, enfin, qu'il ne résout rien. Le sujet politique dans les sociétés

12

capitalistes développées est beaucoup plus complexe. La classe dominante l'est aussi. L'Etat moderne ne peut pas se réduire à la condition abstraite d'un appareil homogène au service d'une classe. La révolution n'est pas une simple prise du pouvoir mais un processus qui se dilate dans le temps et dans l'espace et qui exige des conditions sociales et politiques qu'aucun parti ouvrier ne peut réaliser par lui-meme.

Ceci exige, entre autres choses, une nouvelle formulation de la théorie de l'Etat.

a) L'analyse des contradictions entre les classes et couches dominantes est une condition basique de toute nouvelle élaboration théorique sur la question de l'Etat. Parler toujours de "bourgeoisie" sans plus, n'a pas beaucoup de sens et il faut parler de "bourgeoisies", de "classes dominantes", aussi à niveau international qu'interne. Ceci est, en tout cas, un des aspects que la théorie marxiste de l'Etat a le plus élaboré dernièrement et je ne m'y étends pas (1). Il faut parler de secteurs et de fractions des classes dominantes, il faut voir ses contradictions, valoriser davantage l'aspect national de la structure ou de la classe -- qui n'est jamais un simple facteur sociologique mais bien un facteur sociologique et politique.

En fonction de tout cela, je crois qu'il faut relativiser le concept de "Etat bourgeois". Dans l'Etat que nous qualifions de "bourgeois" il existe des éléments qui ne le sont pas et même des éléments qui peuvent etre utilisés pour changer son caractère de classe prédominant. Entre les valeurs qui s'attribuent à l'"Etat bourgeois" -- par exemple, les valeurs constitutionnelles -- il en est plusieurs qui ne sont pas issues précisément de la bourgeoisie, valeurs qui lui ont été imposées après une longue et dure lutte (comme le doit d'association ou de grève) et qui par conséquent ne forment pas partie du corps de valeurs des classes bourgeoises.

Le thème des libertés démocratiques ne peut pas se résoudre sans plus par la facile solution des "libertés formelles" ou de l'"Etat de la bourgeoisie". Il a des implications beaucoup plus profondes et nous ne pouvons en laisser une seule de coté. Ceci nous amène à poser, bien que rapidement, une des conclusions qui découlent logiquement du théme. Je veux parler de la relation entre le concepte de réforme et celui de Revolution. Cette relation a été simplifiée à l'excès depuis les temps de la II Internationale (il suffit de se rappeler le pamphlet de Rosa Luxembourg) et se convertit meme en tabou dans le sein de la III Internationale. Aujourd'hui encore il l'est entre certains secteurs importants des partis communistes. Je crois, cependant, qu'une simplification du thème n'aboutit à rien. Il faut trouver un nouveau point de confluence entre ces deux grands conceptes, car autrement les programmes basés sur la Revolution de la majorité manquent de sens, pour être trop abstraits.

III) **a. Concepte de "Revolution de la majorité", et la théorie de l'Etat**

Arrivés à ce point, il faut préciser certains aspects de ce concepte de "Revolution de la majorité". Comme je disais, c'est un concept qui provient du propre Engels (2). Dans l'introduction à l'édition de 1895 de "Les luttes de classes en France" de Marx, Engels écrit que "... les institutions de l'etat dans lequelles s'organise la domination de la bourgeoisie offrent de nouvelles possibilités à la classe ouvrière pour lutter contre ces memes institutions...". Et il dit aussi que "l'époque des attaques par surprise, des révolutions faites par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes est passée. La où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation sociale, les masses doivent intervenir directement, et doivent avoir compris par elles-memes de quoi il s'agit, pourquoi elles

donnent leur sang et leur vie... et pour que les masses comprennent ce qu'il faut faire, il faut un travail long et persévérant!" Engels touche aussi le thème du suffrage universel et dit que les ouvriers allemands ont "transformé le suffrage universel de moyen de tromperie, comme il avait été jusqu'alors, en instrument d'émancipation".

On peut penser qu'il s'agit de réflexions du vieux Engels en fonction de la situation du mouvement ouvrier en Allemagne à la fin du siècle dernier. Mais je crois qu'il y a ici une ligne de pensée qui va beaucoup plus loin. S'il dit que "là où il s'agit d'une tranformation complète de l'organisation sociale -- c'est à dire d'une révolution -- les masses doivent intervenir directement et que "celles-ci doivent avoir compris par elles memes de quoi il s'agit..." je veux dire que les masses n'interviennent pas après qu'une minorité ait ouvert le chemin. Et pour que les masses comprennent -- dans le sens ou l'entend Engels -- il ne suffit pas d'un travail de pédagogie politique. C'est avant tout un travail d'organisation, de coordination de mouvements de masses à partir de leurs propres conditions d'existence". Il s'agit, de plus, de masses populaires -- et ceci est fondamental -- qui ne sont pas uniformes en elles-memes.

Pensons par exemple, à la situation actuelle de la classe ouvrière. C'est seulement en termes très génériques, c'est à dire sur le plan conceptuel, que nous pouvons aujourd'hui parler de la classe ouvrière comme un tout politique et socialment homogène. La classe ouvriere actuelle est diversifiée, tant dans ses structures internes comme dans ses conceptions ideologiques. Elle est aussi diversifiée au niveau supranacional. Il suffit de contempler le panorama de la classe ouvrière dans les différents pays européens pour se rendre compte de cela. Unifier la classe ouvrière sur le plan syndical et sur le politique est une tache de longue portée qui ne pourra se faire qu'à partir du pluralisme actuel, de différents angles d'action et évidemment, en respectant ce même pluralisme. Penser à une unité basée sur l'homogeneisation ideologique totale sous la direction d'un seul parti équivaut à ne rien comprendre.

Si la classe ouvrière, sujet principal mais non unique de la révolution de la majorité, est diversifiée, les autres secteurs sociaux qui composent potentiellement cette majorité le sont encore plus. On parle de majorité parce que l'on croit que les contradictions de l'accumulation impérialiste ont créé une diversité de sujets sociaux qui peuvent coincider dans leur opposition à l'impérialisme. Mais le problème de fonds de la révolution de la majorité est de savoir comment de cette diversité de sujets sociaux on peut faire un tout opératif. C'est à dire, comment on peut faire d'eux une authentique majorité. Les bases de cette majorité existent mais il faut les convertir en une majorité politiquement active, capable d'entreprendre une tache de transformation sociale qui révolutionne les fondations de l'ordre social capitaliste.

Le thème des sujets de la révolution est, donc, un problème capital du concepte de révolution de la majorité. Le problème du rôle des partis politiques ouvriers et populaires et des organisations de masses est intimement lié à celui-ci. Si la majorité est plurielle par définition, le résultat doit etre aussi pluriel. Le pluralisme idéologique -- dans une aspiration commune anti-impérialiste -- est donc un élément-clef dans la formation et consolidation de la majorité. Le rôle des partis qui se disent révolutionnaires doit etre de contribuer à ce que cette majorité se

14

forge à l'intérieur de son pluralisme. Concrètement, le rôle d'un parti communiste n'est plus d'etre l'avant-garde unique, mais bien une avant-garde -- la plus dynamique, la plus active, la plus unitaire possible si l'on veut, mais une avant-garde. Sa justification, sa raison d'être et sa capacité d'entrainer les autres vers ce terrain commun, sachant qu'il ne sera pas le seul acteur et probablement même pas le principal. En observant le panorama actuel en Europe, il est facile de voir que dans plusieurs zones il ne sera pas l'acteur principal.

Parfois, on a eu tendance à présenter le terme de révolution de la majorité dans des termes exclusivement électoraux. Par exemple, lorsque l'on dit qu'on ne peut pas aller vers le socialisme avec seulement 51 % des voix. Ceci paraît évident. Mais on ne peut y aller non plus avec una majorité electorale plus large s'il s'agit seulement de cela, d'une majorité électorale. Derrière cette majorité nomérique il doit y avoir una majorité politique et socialement opérative. Una majorité qui saura exactement contre quoi et contre qui elle lutte -- contre quelles classes dominantes, contre quel Etat -- et sur qui elle compte aussi bien à niveau national qu'international.

Nous devons ici nous poser une autre question. Parce que losque je dis "contre l'Etat", je peux donner l'impression que je demeure fidèle à la vielle conception de l'Etat -instrument d'une classe de l'Etat-bastion homogène, etc. La majorité dont je parle ne peut se forger en dehors de l'Etat. L'Etat n'est pas une forteresse en terrain ennemi, entourée de murailles qu'il faut prendre d'assaut par l'extérieur, par des forces réunies aussi à l'extérieur. Il n'y a pas de vie politique en marge de l'Etat. Il n'y a pas d'organisation de la classe ouvrière ni d'aucune autre classe ou couche dominante en dehors de l'Etat, en dehors des appareils et institutions qui constituent l'Etat. La majorité comme sujet de la Révolution ne peut se former que dans l'Etat. Pour cette raison l'expression "contre quel Etat" est plus complexe de ce qu'il parait, parce que l'Etat n'est pas totalement indifférent à la majorité qui va la transformer. A ce point, le problème que j'ai abordé auparavant, c'est à dire la rélation entre la réforme et la Revolution prend toute sa dimension.

Dans ce contexte, le thème des libertés n'est pas secondaire ou accidentel, mais bien un thème-clef. Il n'est possible de forger une majorité qu'à partir de situations plurales, dans une société qui n'a pas de limites précises en relation à l'Etat, en respectant le pluralisme. Et ceci peut s'exprimer seulement si les libertés démocratiques se conservent et s'élargissent pour assurer la participation de tous les secteurs potentiellement intégrables dans la majorité.

Et en même temps que le thème des libertés il faut retourner à celui de l'Etat. Je crois qu'il n'est pas possible de continuer à travailler avec la catégorie abstraite d'Etat, que l'Etat est une réalité concrète, que son existence réelle se manifeste sous la forme d'un ensemble d'appareils et d'institutions qui se sont développés historiquement de manière inégale et qui sont inégalement perméables à l'influence de la lutte de classe. Dans chaque processus révolutionnaire, dans chaque définition stratégique et tactique on doit agir avec l'Etat concret que nous avons devant nous, on doit savoir jusq'à quel point on est partie intégrante de cet Etat et jusqu'à quel point on ne l'est pas ; on doit percevoir avec clarté les contradictions existtantes entre tous et chacun de ces appareils et de ces institutions, entre ceux-ci et l'ensemble des classes dominantes ; on doit analyser les contradictions entre les classes et couches dominantes et celles qui existent entre celles-ci et les classes dominées ; on ne peut pas laisser de coté les contradictions dans le sein des classes dominées qui doivent constituer la majorité transformatrice, et.

Ceux-ci sont les éléments d'une authentique théorie marxiste de l'Etat.

Si nous restons sur une vision abstraite de l'Etat, il ne nous reste d'autre ligne d'action à la longue, que celle de l'assaut frontal depuis l'exterieur pour le vaincre et constituer sur ses ruines quelque chose dont on ne sait pas encore très bien en quoi cela consiste, à moins que l'on pense importer un modèle d'autres pays qui ont fait une Révolution sociale. Et ceci est précisément ce que l'eurocommunisme refuse.

Ici je dois mentionner aussi, bien que très rapidement, un autre thème capital. Dans la conception traditionnelle de l'Etat, il a toujours existé, explicitement ou implicitement, l'idée de la discontinuité. On pensait que tout Etat peut etre remplacé par un autre , résultat d'une action révolutionnaire, sur des bases totalement nouvelles. Et bien, je pense que dette sorte d'analyse obéit à une vision schématique de l'histoire. On a tendance à penser que la Révolution française de 1789, par exemple, signifia une rupture radicale en relation à l'Etat de la Monarchie absolue ; que la Révolution russe de 1917 détruisit complètement l'Etat tsariste et en créa un autre de nouveau, et. En réalité, rien de cela n'est totalment exact. IL y a toujours un élément de continuité entre les formes d'Etat, meme quand il a existé un processus révolutionnaire en profondeur.

Marx lui-meme le signalait avec préoccupation dans son "18 Brumaire" quand il constatait que après chaque Révolution, l'Etat se renforçait. Que voulait-il faire comprendre si ce n'est qu'entre l'Etat pré-révolutionnaire français et l'Etat post-révolutionnaire de grands éléments de continuité existaient ? Ceci était spécialement visible dans le renforcement de l'appareil administratif centralisé et dans l'élargissement de la capacité d'intervention sociale de l'ensemble des appareils de l'Etat, mais ne se réduisent pas seulement à ceux-ci.

Je crois que l'on peut dire la même chose, toutes précautions prises, de la relation entre l'Etat tsariste et l'Etat soviétique, après la Révolution de 1917. Les pathétiques appels de Lenine dans les dernières années de sa vie, à la lutte contre la bureaucratie, que signifiaient-ils ? Ils voulaient dire que l'Etat que les Bolcheviques étaient en train d'édifier maintenait beaucoup de caractères de l'antérieur, que en meme temps que les éléments nouveaux de structure et de légitimation, de puissants éléments de l'Etat antérieur subsistaient. Pensons, par exemple, qu'une partie de l'Armée rouge se forma avec des cadres militaires tsaristes et que l'administration s'alimentait de beaucoup de fonctionnaires tsaristes. Et non seulement ceci. Il s'agissait aussi des mentalités, des inerties, d'attitudes collectives qui ne pouvaient changer du jour au lendemain et encore moins à partir d'une perspective jacobine (3). Et quand Boukharine, également dans les dernières années de sa vie, se préoccupait du développement monstrueux de l'Etat, et prévenait des dangers qu'un Etat édifié selon les conceptions économiques et politiques de Staline comportait, il constatait cette continuité de mentalités et de formes d'action accusant les bureaucrates soviétiques d'agir exactement de la meme manière que les bureaucrates tsaristes (4). Je crois meme que dans l'ideologie soviétique meme certains traits de l'idéologie qui servait de support à l'Etat tsariste ont pénétré. Je n'arrive pas à m'expliquer d'une autre manière certains caractères comme par exemple la rigidité hiérarchique dans les organes dirigeants.

On peut dire la meme chose de la Chine. Le maoisme, comme corps théorique, est en fait un mélange de marxisme et de certaines traditions idéologiques de la Chine impériale. Je crois que plusieurs des choses qui se sont déroulées dans la R.P. de Chine

Relation

et meme la manière de résoudre les grandes questions, il existe beaucoup de continuité idéologique et même institutionnelles avec les systèmes antérieurs à la Revolution. Je veux dire, par tout cela, que sans penser en des termes absolus, il faut toujours tenir compte de l'élément de la continuité. Et que cet élément doit se compléter par ceux déjà expliqués, c'est à dire, avec la conception de l'Etat comme un ensemble inégalement formé d'appareils et institutions et comportant toutes les contradictions politiques et sociales qui convergent dans l'Etat meme. Et ne jamais oublier que la majorité que les partis communistes veulent contribuer à forger se forme dans ce même Etat pour le changer et pour impulser une transformation sociale en profondeur qui culminera en un autre modèle de société.

En conclusion de ce paragraphe je veux insister sur deux des appréciations données. La première est qu'il me parait absolument nécessaire de reposer le problème de la relation existante entre la réforme et la révolution, laissant de coté une fois pour toutes tous les tabous qui entourent le thème. Dans une société de capitalisme développé, il n'est pas possible de continuer à penser en cette rélation en des termes mutuellement excluants -ou bien Réforme ou bien Revolution - puisque la ligne de division n'est pas absolue.

La deuxième est qu'il faut se reposer la question du problème qui est à l'origine meme des partis communistes. Ceux-ci surgirent d'une scission du mouvment ouvrier, mais aujourd'hui ce qui est fondamental, prioritaire, est de recomposer l'unité de celui-ci. Ceci est aplicable à tous les partis ouvrier, qu'ils soient communistes ou socialistes. Il est absolument inviable de penser en une transformation socialiste de la société avec le mouvement ouvrier divisé. Il est impossible d'avancer vers le socialisme avec le mouvement ouvrier incapable d'agglutiner d'autres secteurs de la société en une majorité révolutionnaire. Je crois que la solution de la scission ne signifie pas un retour en arrière ; qu'il ne s'agit pas d'une actions unilatérale des communistes qui retournent au tronc commun d'où ils s'éloignèrent un jour ; il ne s'agit pas de cela parce que ce tronc n'existe plus et on ne peut en former un nouveau qu'au moyen de la convergeance de divers composants politiques du mouvement ouvrier. Depuis lors beaoucoup d'évènements ont eu lieu et on ne peut reconstruire l'unité du mouvement ouvrier que sur de nouvelles bases.

?

C'est une responsabilité des communistes et des socialistes et, en général, de tous les partis en mouvement qui encadrent politiquement et idéologiquement le mouvement ouvrier dans les pays de capitalisme développé. Pour cela la logique ultime de l'eurocommunisme consiste à disparaitre, à se fondre en une nouvelle unité du mouvement ouvrier, plurielle et même contradictoire certainnement, mais nouvelle et ouverte vers le futur.

IV LE PARTI, LA SOCIETE POLITIQUE ET LA SOCIETE CIVILE.

Si la Révolution ne peut se concevoir que comme un processus, si l'Etat n'est pas un tout homogène, si l'agent de la Révolution est une pluralité de sujets qui doivent se grouper en une majorité qui n'est pas pleinement homogène, il est indiscutable que la tache-meme du parti communiste, comme instrument de transformation sociale, prend un nouveau sens.

Le parti eurocommuniste ne peut plus etre déjà un parti de cadres révolutionnaires qui ouvrent le chemin par lui-même pour favoriser l'irruption postérieur des masses dans l'assaut final à l'Etat bourgeois, Le parti eurocommuniste doit etre un instrument de dynamisation et d'organisation des masses populaires, un

élément d'intervention dans les institutions publiques, dans les structures de l'Etat, un instrument de mobilisation populaire à partir des conditions d'existence des travailleurs et autres secteurs populaires. C'est, en définitive, la tache que dans les programmes prolitiques des communistes espagnols on résume par le concepte de "parti de lutte et de gouvernement".

Ce concepte exprime, cependant, une contradiction que les partis communistes ne sont pas toujours en condition de résoudre dans la pratique. En tant que partis de gouvernement -- par exemple en ce qui concerne les municipalités et les autonomies -- les communistes courrent toujours le risque de se convertir en de simples éléments de gestion et de rationalisation d'un système qu'ils contribuent à consolider au lieu de le transformer.

De plus, la dynamique meme de l'Etat capitaliste contemporain peut les amener à jouer un role inattendu : celui d'être les premiers et plus fermes défenseurs de l'Etat vis à vis du double danger de l'involution autoritaire et de la décomposition anarchique. Ainsi, devant l'offensive du terrorisme les communistes peuvent se trouver devant une situation très complexe, puisque le terrorisme n'a pas seulement tendance à réduire la lutte politique en un affrontement entre deux minorités armées, avec une margination totale des masses, mais encore il tend aussi à réduire les possibilités de manœuvre des forces progressistes pour la réforme démocratique des appareils de l'Etat.

Dans la mesure ou ces forces -- et les communistes en premier lieu -- ont besoin de vaincre le terrorisme pour réintroduire le protagonisme des masses dans la lutte politique, elles peuvent se voir obligées de renforcer l'appareil coactif de l'Etat sans possibilité d'y introduire les réformes démocratiques nécessaires à cause de l'urgence même des taches qu'elles doivent réaliser. Ceci est le dilemme qui préoccupe constamment les communistes dans dans leurs discussions sur les mesures à prendre contre le terrorisme.

Cependant, celle-ci n'est pas la seule contradicion. Dans un système démocratique, les partis politiques sont les canaux principaux de sélection des dirigeants politiques dans les divers niveaux du système. Les partis de droite ne font pratiquement que cela, à part quelques exceptions.

Les partis communistes ne peuvent pas se limiter à cette tache, mais ils ne peuvent pas non plus la laisser en second plan. Ils se voient obligés périoquement d'assumer cette tache avec le maximum d'intensité, à l'occasion des consultations électorales.

Et dans la mesure où ce travail consomme une grande partie de leur énergie, les partis communistes peuvent avoir tendance a privilégier cette dimension de leur activité dans la pratique, bien qu'ils le nient dans la théorie.

Etant donné que les militants ouvriers ont un domaine d'action très spécifique dans le syndicat, il existe aussi le danger que le parti se subdivise de fait en trois, d'un point de vue fonctionnel : le parti public de ses députés, maires, conseillers municipaux, etc. ; le parti strictement syndical de ses militants ouvriers et le parti organique des dirigeants et membres de l'appareil du parti dans ses différents niveaux.

Toutes ces contradictions, commentées brièvement, ne sont que quelques manifestations du problème de fonds que rencontrent les partis qui se proclament eurocommunistes, à savoir : la nécessité d'être des instruments de transformation dans la société civile et dans l'Etat en même temps, dans une structure sociale qui n'admet

pas de compartiments étanches ni de séparations, mais qui produit des dynamiques différentes.

Ces contradictions ne peuvent se surmonter que si l'axe de l'activité des partis politiques se situe dans la lutte pour obtenir l'intervention organisée des masses populaires dans la politique. Ceci ne signifie pas l'affaiblissement de la société civile mais bien son renforcement. Cela signifie aussi que l'Etat ne doit pas etre détruit mais bien renforcé par des réformes démocratiques qui le rendront plus participant et plus perméable à l'intervention organisée des masses.

Cela signifie, également, que les partis communistes sont à la fois des instruments de défense des interets populaires vis à vis de la crise et de l'agression de la droite, mais ils sont à la fois des instruments offensifs pour la modification des structures de l'Etat, pour surmonter la crise par l'introduction d'éléments de socialisme dans le domaine économique et pour organiser un tissu social que la crise du capitalisme a tendance à détruire.

Il s'agit, en définitive, de conjuguer la défense et la potentialisation de la démocratie représentative par la potentialisation de toutes les formes de démocratie de base et par la lutte pour un nouveau système économique-social dans un domaine qui va des entreprises aux institutions.

Ceci signifie que les partis communistes doivent etre ouverts à la multiplicité de d'initiatives qui se produisent dans le domaine de la possible nouvelles majorité, en processus de formation. Ceci veut dire, entre autres, que l'action politique du parti communiste ne peut pas se réduire à rechercher une identification générale entre le citoyen isolé et les positions politiques globales du parti même.

Pour rendre possible la "Revolution de la majorité", noyau subtantiel de la stratégie eurocommuniste, il est indispensable que les citoyens s'intégrent dans des structures communautaires avec des buts concrets et avec une base également concréte, pour qu'ils puissent créer et controler leurs propres moyens d'intervention. Ceci signifie qu'il faut créer un réseau multiple d'organisations, comme les syndicats, associations de quartiers, associations professionnelles, organisations paysannes, associations de parents et étudiants, associations écologistes, feministes, juvéniles, sportives, culturelles, etc. basées toutes elles en un domaine spécifique, dans les centres de travail, dans les noyaux professionnels.

La tache des partis communistes n'est pas de substituer ces mouvements ni de les instrumentaliser ni de les concevoir comme l'arrière garde d'une avant-garde formée par les partis mêmes, mais bien de potentialiser ce développement multiple associatif et d'élaborer des synthèses politiques qui pourront intégrer les initiatives surgies dans son sein. Le rôle du parti est, en definitive, d'unifier les propositions progressives surgies de ce large moouvement de masses et contribuier à ce que ce mouvement culmine dans une large majorité politique capable d'impulser de manière décisive la transformation des appareils et des institutions qui forment l'Etat.

Je suis en train d'énoncer simplement les problèmes généraux avec lesquels se trouvent confrontés des partis qui font du concepte de Révolution de la majorité l'axe de leur problématique stratégique. Il est évident que tout ceci comporte des exigences de réflexion théorique, de pratique organisative et de rélation avec l'ensemble des forces politiques et sociales que les partis communistes d'Europe occidentale ne sont en mesure d'assumer qu'en

partie.

Ce qui apparait aujourd'hui en premier plan est plutôt le contraire : la necessité d'établir des mécanismes solides de défense vis à vis de la réorganisation de la droite et vis à vis du renforcement de l'Etat autoritaire. En même temps, la réapparition de la guerre froide et la réaffirmation des grands blocs politico-militaires exerce une forte pression sur les partis communistes et socialistes et a tendance à les repousser vers des positions du passé.

C'est, en tout cas, une question ouverte qui conditionne aujourd'hui l'analyse théorique mais qui ne donne pas encore d'éléments suffisants pour aboutir à des conclusions fermes. Je n'essaie donc pas d'aller plus loin ni de substituer l'analyse par la prophétie. La seule chose qui parait sûre est que le développement des questions posées ne sera mas linéaire et qu'il faudra suivre tous et chacun des facteurs signalés avec un appareil conceptuel le plus riche et ouvert possible.

Jordi Solé Tura

Université de Barcelonne, octobre 1981

NOTES

1. Malgré tout ,il faut signaler que le V Congrés du P.S.U.C., (2-6 janvier 1981) a fait aparaître des points d'interrogation sérieux sur ce sujet, puisque le terme "eurocommunisme" a été refusé par une legère majorité. Cela ne veut pas dire que le concept soit abandonné -- puisque ses eléments politiques essentiels sont encore présents dans les Thèses programmatiques acceptées par le Congrés -- mais cela peut ,dans doute, ouvrir la voie à un changement radical de la ligne politique eurocommuniste.

2. Une des rares exceptions connues est la prise de position de l'Ufficio Politico du P.C. Italien, en forme de lettre au C.C. du P.C.U.S. Le document a eté redigé par A. Gramsci et a provoqué une dure polémique entre celui-ci et P.Togliatti. Cfr. A.GRAMSCI Scritti politici, III (édition de P.SPRIANO), Rome, 1973, pp.323 et 239. Sur la réaction a posteriori du centre dirigent du P.C.I. à l'émigration devant cette initiative de Gramsci est trés interessante la révelation de Giorgio Amendola dans son autobiographie. Cfr. G.AMENDOLA, Un'isola, Milan, 1980,p.236.

1. Il suffit de rappeler l'oeuvre importante du regretté Nicos Poulantzas, les aportations de Ralph Miliband, la pólémique entre socialistes et communistes italiens commencée par Norberto Bobbio, la réflexion de Louis Althusser sur les appareils de l'Etat etc. Un résumé important de l'état de la question est le volume collectif dirigé par N.POULANTZAS, La crise de l´Etat, Paris,1976. Cfr. aussi Il marxismo e lo Stato de N. BOBBIO et al., "Mondoperaio", num. 4, Rome, 1976 (en Espagne il a eté edité comme livre avec une introduction de J.SOLE TURA, Barcelonne, 1977). Cfr.aussi H.R.SONNTAG et al, El Estado en el capitalismo contemporáneo, Mexique,1977. Trés suggestif est le livre de Pietro INGRAO, Masse e potere, Rome, 1977. Cfr. également S.HOLLAND, The Socialist Challenge, Londres, 1975.

2. Cfr. Liana Longinotti, La revolución de la mayoría, Barcelonne, 1975. La version originale a été publiée dans "Studi storici", num. 4, Rome, 1974.

3. Cfr. Moshe LEWIN, Lenin's Last Struggle, New York,1968.

4. Cfr. Stephen F.COHEN, Bukharin and the Bolshevik Revolution. A Political Biography, N. York, 1975.